

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

SCP CBF ASSOCIES  
41 Rue de Liège  
75008 PARIS  
494 003 213 RCS PARIS

SELAS BL & ASSOCIES  
3 bis Rue des Archives  
94000 CRETEIL  
898 429 816 CRETEIL

A Paris, le 19 novembre 2025,

**Objet : Transmission du projet de plan de Redressement et convocation des parties affectées au vote sur le projet de plan de redressement de la société STUDIA SAS**

Madame, Monsieur,

Par jugement du 9 juillet 2024, le Tribunal des activités économiques de Paris a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la société :

**STUDIA**

Société par actions simplifiée au capital social de 463 890 €  
ayant son siège social 14 boulevard Pythagore 13127 Vitrolles  
518 048 152 RCS Salon-de Provence

(ci-après désignée la « **Société** »)

et a notamment désigné :

- la SELAS BL & ASSOCIES, prise en la personne de Maître Manuel Bouyer, dont le domicile professionnel est sis 3 bis Rue des Archives 94000 Créteil ; et
- la SCP CBF Associés, prise en la personne de Maître Lou Fléhard, dont le domicile professionnel est sis 41 rue de Liège 75008 Paris,

en qualité d'administrateurs judiciaires de la Société avec mission d'assistance, ultérieurement modifiée en mission de représentation par Jugement du 4 novembre 2025 (les « **Administrateurs Judiciaires** »).

Le projet de plan de redressement de la Société prévoit l'entrée de nouveaux investisseurs et l'aménagement de l'endettement de la Société.

Par avis du 4 avril 2025 inséré au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, en application de l'article R. 626-55 du Code de commerce, les Administrateurs Judiciaires ont avisé les titulaires de créances et de droits nés antérieurement à la date du jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire de la Société qu'ils sont des parties affectées par le projet de plan de redressement et qu'ils sont en conséquence membres d'une classe, en application de l'article L. 626-30 du Code de commerce.

Par notification du 30 avril 2025 insérée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et au sein d'un journal d'annonces légales, en application des articles L. 626-30, V et R. 626-58 du Code de commerce, les Administrateurs Judiciaires ont informé les créanciers affectés des modalités de répartition en classes et de calcul des droits de vote au sein de la classe de parties affectées à laquelle ils appartiennent.

Conformément aux articles L. 626-30-2 et R. 626-61 du Code de commerce, les obligataires de la Société ont ainsi été avisés qu'ils étaient membres de la classe de parties affectées n°8.

Par la présente, les Administrateurs Judiciaires avisent les créanciers membres de la classe de parties affectées n°8 de leur convocation en classe de parties affectées en vue du vote sur le projet de plan de redressement de la Société (le « **Projet de Plan de Redressement** »), conformément aux articles L. 626-30-2, R. 626-60 et R. 626-61 du Code de commerce.

## 1. Rappel des modalités de répartition en classes et liste des classes de parties affectées

Conformément aux dispositions de l'article L. 626-30, III du Code de commerce, les Administrateurs Judiciaires ont réparti, sur la base de critères objectifs vérifiables, les parties affectées en classes représentatives d'une communauté d'intérêt économique suffisante.

A cet égard, la liste des classes de parties affectées précisant les critères retenus pour la composition figure ci-dessous :

#	Classe de parties affectées	Critère de constitution
1	Créanciers fiscaux	Privilège du Trésor Public Sans distinction de créances (rémissibles / non rémissibles)
2	Créanciers sociaux	Privilège de la sécurité sociale et privilège des salaires Sans distinction de créances (rémissibles / non rémissibles)
3	Créanciers titulaires de sûretés réelles	Sûretés réelles
4	Créanciers bénéficiant d'un privilège légal	Privilège du Bailleur
5	Créanciers garantis par des tiers (PGE)	Contre-garantie de l'Etat
6	Créanciers chirographaires, également titulaires de créances privilégiées garanties par des sûretés réelles	Créanciers chirographaires, également titulaires de créances privilégiées garanties par des sûretés réelles
7	Autres créanciers chirographaires	Créanciers chirographaires
8	Créanciers obligataires	Créanciers obligataires
9	Créanciers groupe	Sociétés ayant un lien capitalistique avec Studia
10	Détenteurs de capital (pour STUDIA SAS)	Détenteurs de capital

## 2. Arrêté du montant des créances et des droits dont sont titulaires les parties affectées

Pour rappel, les montants des créances pris en compte pour le calcul des voix au sein de chaque classe de parties affectées sont arrêtés par les Administrateurs Judiciaires en application des articles L. 626-30, V, R. 626-56 et R. 626-58 du Code de commerce. Ils correspondent au montant en principal et intérêts jusqu'à la date de maturité contractuelle de chaque créance.

Le tableau ci-dessous indique, sur la base des montants indiqués par la Société et certifiés par les commissaires aux comptes, le montant en principal et intérêts à la veille du jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire. Les intérêts à échoir depuis le jugement d'ouverture jusqu'à la date de maturité contractuelle seront pris en compte pour les besoins du calcul des droits de vote.

Descriptif	Montant des créances concernées (principal et intérêts à la veille du jugement d'ouverture)
Obligations émises par la Société le 23 juin 2017 d'un montant en principal de 1 643 292,25 euros portant intérêt au taux de 12 % l'an et venant à échéance le 23 juin 2024.	3 657 390,91 euros (outre intérêts à échoir de la date du jugement d'ouverture jusqu'à la maturité contractuelle)

### 3. Modalités de calcul des voix au sein de la classe n°8

La classe n°8 statue à la majorité des deux tiers (2/3) des voix détenues par les membres, présents ou représentés, ayant exprimé un vote.

Au sein de la classe, le nombre de droits de vote alloués à chaque créancier est déterminé au prorata du montant de sa créance détenue à l'encontre de la Société, en principal et intérêts (en ce inclus les intérêts à échoir jusqu'à la maturité contractuelle), par rapport au montant total des créances des membres de la classe arrêté par les Administrateurs Judiciaires conformément à l'article L. 626-30, V du Code de commerce.

### 4. Accès à la documentation

Sont accessibles sur le site internet suivant :

<https://drive.google.com/drive/folders/1eKkAyWrsjbyHArzVtD3A5rZBKoXceA6E?usp=sharing>

- Le Projet de Plan de Redressement de la Société mis à disposition des parties affectées, conformément aux dispositions de l'article L. 626-30-2 du Code de commerce,
- Le règlement intérieur applicable au vote des classes de parties affectées (le « **Règlement Intérieur** »),
- Le bulletin de vote qu'il conviendra de remplir en vue du vote.

En application de l'article R. 626-59 du Code de commerce, les Administrateurs Judiciaires ont sollicité les observations respectives des Mandataires Judiciaires et des représentants de la délégation du personnel du comité social et économique sur le Projet de Plan de Redressement qui sont également accessibles sur le site internet précité.

### 5. Admission au vote

Il est rappelé que conformément à l'article L. 626-30, I, du Code de commerce, « *seules les parties affectées se prononcent sur le projet de plan* » de la Société.

Pour chacune de leurs créances affectées, les membres de la classe n°8 seront invités à exprimer leur vote sur le Projet de Plan de Redressement **entre le 5 décembre 2025 à 12h00 (heure de Paris) et le 10 décembre 2025 à 12h00 (heure de Paris)** selon les modalités décrites ci-dessous.

Pour toute créance obligataire détenue par le biais d'un intermédiaire financier tel qu'un trustee, un dépositaire ou un autre mandataire, le créancier affecté devra donner instruction à cet intermédiaire financier d'exercer les droits de vote attachés à ses créances, pour son compte, conformément aux procédures établies par cet intermédiaire.

### 6. Modalités de vote

Il est indiqué que seul le vote par courrier électronique à l'adresse suivante : [paris@cbfassociés.com](mailto:paris@cbfassociés.com) ou courrier recommandé à l'adresse suivante : SCP CBF ASSOCIES, 41 Rue de Liège – 75008 Paris, sera admis, à l'aide du bulletin de vote précité

### 7. Résultat du vote

Nous rappelons également que conformément aux dispositions de l'article L. 626-30-2 alinéa 5 du Code de commerce, la décision de chaque classe sur le projet de plan est prise à la majorité des deux tiers des voix détenues par les membres ayant exprimé un vote. Dès lors, le décompte des voix ne tiendra compte que des seules parties affectées ayant participé audit vote, en proportion du montant de leur créance respective.

### 8. Projet de plan de Redressement concurrent

Les Administrateurs Judiciaires ont été informés par un créancier de sa volonté de déposer un projet de plan concurrent, lequel devra nous être transmis au plus tard le 25 novembre prochain, compte tenu de la période de vote.

Ce projet de plan vous sera transmis dans les meilleurs délais, afin que vous puissiez vous prononcer sur celui-ci.

**9. Modalités de communication électronique avec les Administrateurs Judiciaires**

Il est rappelé que toute communication par voie électronique devra être adressée par courriel à l'adresse suivante : [paris@cbfassociés.com](mailto:paris@cbfassociés.com)

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

**Les Administrateurs Judiciaires de la Société :**

- **SELAS BL & ASSOCIES** (Maître Manuel Bouyer)
- **SCP CBF ASSOCIES** (Maître Lou Fléchart)